



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 24 SEPTEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Transports et Mobilités
Durables

L'an deux mille quinze le vingt quatre septembre à dix huit heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

**Objet de la
délibération:**

**Gare Les
Arcs/Draguignan -
Travaux
d'accessibilité -
Prolongation de
délais - Avenant n°2**

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Yves BACQUET, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Thierry PESCE pouvoir à Régis ROUX, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENTS :

Gilbert BOUZEREAU, Florence LEROUX, Sandrine MARY-BOUZEREAU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Richard STRAMBIO

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Transmis le : 01.10.2015

Affiché le : 01.10.2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Dans le cadre de sa politique des transports, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a approuvé, par délibération N°C_2010_120 du 5 novembre 2010, sa participation à l'amélioration des conditions d'accueil et d'accessibilité de la gare des Arcs-Draguignan.

Il est rappelé que l'amélioration projetée sur le pôle d'échange de la gare des Arcs-Draguignan concerne des travaux de rénovation du bâtiment voyageurs, sur périmètre Gares et Connexions, et la réhabilitation des quais, sur périmètre Réseau Ferré de France (RFF), pour un montant total de 6,42 M€.

Les travaux du bâtiment voyageurs et de l'ancienne halle fret ont été achevés en juillet 2013 avec la livraison d'un bâtiment totalement rénové, l'installation d'un nouveau mobilier, de nouvelles surfaces de vente et l'amélioration de la signalétique. Pour mémoire, le montant de ces travaux s'est élevé à 2,42 M€ avec une participation financière de la Communauté d'Agglomération Dracénoise à hauteur de 15% du montant total, soit 363 K€.

Concernant les travaux sur les quais, un avenant n°1 portant sur la prolongation des délais sur le périmètre RFF, suite au retard pris dans les études de projet pour la partie infrastructures ferroviaires, a été adopté par délibération du Conseil d'agglomération en décembre 2013. Ainsi, les opérations sur les quais devaient débuter en septembre 2014 et s'achever au premier semestre 2015.

Or, les partenaires ont été informés d'une nouvelle prolongation de délai pour la réalisation des travaux sur la partie infrastructures ferroviaires, sous maîtrise d'ouvrage RFF.

Compte tenu de ce retard et des procédures de programmation d'interruption de circulations ferroviaires sur la ligne exploitée, les travaux d'amélioration de l'accessibilité des quais devraient désormais se dérouler pour partie en 2016 et 2017 sous régime dérogatoire de programmation.

Les conditions financières restent inchangées, le montant des travaux sur le périmètre RFF est maintenu à 4 M€. La convention fixe la participation financière de la CAD à 6% du montant total, soit 240 K€.

La signature d'un avenant n°2, ci-joint, de prolongation à la convention initiale portant sur les délais de réalisation, est donc rendue nécessaire.

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission Transports et Mobilités Durables du 6 octobre 2014, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer l'avenant n°2 à la convention relative au financement des études de projet et des travaux de réalisation de la gare des Arcs-Draguignan.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 24 septembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Audibert-Troin
Président
Député du Var

Transmis le : 21.10.2015.....
au Représentant de l'Etat,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 Mars 1982

**Avenant n°2 à la
Convention relative au financement des études de
projet et des travaux de réalisation**

Gare des Arcs-Draguignan

Entre :

- Le Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
- Le Conseil Départemental du Var
- La Communauté d'Agglomération Dracénoise
- Réseau Ferré de France
- La S.N.C.F.

PREAMBULE

Le présent avenant à la Convention de Financement des Etudes APD/Projets et Travaux relatifs à l'amélioration des conditions d'accueil et d'accessibilité en gare des Arcs-Draguignan porte sur une nouvelle prolongation de la durée de l'opération.

Un premier avenant a été adopté en décembre 2013 et notifié aux partenaires le 27 Mai 2014 ; ce dernier faisait état d'un délai de travaux porté de 30 à 54 mois.

Les partenaires ont été informés d'une nouvelle prolongation de délai pour la réalisation des travaux sur la partie Infrastructures Ferroviaires sous maîtrise d'ouvrage RFF.

Compte tenu de ce retard et des procédures de programmation d'interruption de circulations ferroviaires sur ligne exploitée, les travaux d'amélioration de l'accessibilité des quais devraient se dérouler pour partie en 2016 et 2017 sous régime dérogatoire de programmation.

Entre

LA RÉGION PROVENCE – ALPES – CÔTE D'AZUR, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur Michel VAUZELLE, en vertu de la délibération n°.....,

LE DEPARTEMENT DU VAR, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Marc GIRAUD, en vertu de la délibération n°.....,

LA COMMUNAUTE D'AGGOMERATION DRACENOISE, représentée par son Président, Olivier AUDIBERT-TROIN, agissant en vertu de la délibération n°.....,

LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS, désignée ci-après par la SNCF, Etablissement Public Industriel et Commercial, représentée par Madame Rachel PICARD Directrice de Gares et Connexions, agissant au nom et pour le compte de ladite Société,

RESEAU FERRE DE FRANCE, Etablissement Public Industriel et Commercial, immatriculé au Registre du Commerce de Paris sous le N° B 412 280 737 (2002B08113), dont le siège social est 92 Avenue de France – 75013 Paris, désigné dans ce qui suit par RFF, représenté par Monsieur Jacques RAPPOPORT, son Président, ayant donné délégation à Monsieur Jacques FROSSARD, Directeur Régional PACA,

Vu :

-la convention relative au financement des études de projet et des travaux de réalisation de la gare des Arcs-Dranguignan votée par la Région (délibération 10-1098 du 24/9/2010 et notifiée aux partenaires le 25/2/2011).

-l'avenant n°1 à la convention relative au financement des études de projet et des travaux de réalisation de la gare des Arcs-Dranguignan votée par la Région (délibération 13-1682 du 12 décembre 2013 et notifiée aux partenaires le 25/5/2014).

■

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

1 OBJET

Le présent avenant à la Convention de Financement des Etudes APD/Projets et Travaux relatifs à l'amélioration des conditions d'accueil et d'accessibilité en gare des Arcs-Draguignan a pour objet de prolonger la durée de l'opération de réalisation des travaux de mise en accessibilité des quais.

Les dispositions de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent applicables en l'état, tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent avenant.

2 DUREE DE L'OPERATION / ART 7 DE LA CONVENTION

En tenant compte des procédures de programmation d'interruption des circulations ferroviaires sur ligne ferroviaire exploitée (justifiées par l'intervention sur les quais et la proximité des voies), les délais de réalisation des études et des travaux sous maîtrise d'ouvrage de RFF sont portés de 30 à 78 mois.

3 DISPOSITIONS FINANCIERES / ART 8 DE LA CONVENTION

Le présent avenant n'entraîne aucune incidence financière, avec un maintien de l'enveloppe financière à 4 M€ HT en € courants pour une réalisation en 2017.

Si la réalisation devait s'étaler au-delà, le montant des travaux correspondant serait réévalué sur la base de l'indice TP01 de la date de réalisation effective rapporté à l'indice TP01 de janvier 2016.

4 MODIFICATION ET RESILIATION DE L'AVENANT/ ART 11 DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de cet avenant, celui-ci peut être résilié de plein droit par toute autre partie, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les dépenses d'études et de travaux nécessaires à l'établissement d'une situation à caractère définitif.

Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

5 LITIGES / ART 13 DE LA CONVENTION

Tous les litiges auxquels pourraient donner lieu l'interprétation et l'exécution du présent avenant seront de la compétence des juridictions administratives.

6 DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT/ART 15 DE LA CONVENTION

Le présent avenant prendra effet à la date de notification. Il viendra à échéance dès lors que :

- les travaux seront réalisés,
- les parties contractantes auront rempli leurs obligations financières,
- les litiges éventuellement nés de son application auront été réglés,
- ou à la signature d'un nouvel avenant qui viendrait se substituer au présent.

7 MESURES D'ORDRE / ART 16 DE LA CONVENTION

Les frais de timbre et d'enregistrement seront à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre le présent avenant à cette formalité.

La présente convention est établie en 5 exemplaires, un pour chaque partenaire.

Fait à Marseille, le

Le Président du Conseil régional Provence Alpes Côte d'Azur Michel VAUZELLE	Le Président du Conseil Départemental du Var Marc GIRAUD
Le Président de la Communauté d'Agglomération Dracénoise Olivier AUDIBERT-TROIN	
Le Directeur Régional de RFF PACA Jacques FROSSARD	La Directrice de Gares et Connexions Rachel PICARD

